



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 23/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Commune de Jeanménil

(ex TERRASSEMENT 88)

88700 JEANMENIL

Références : S-22-412RP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 de la carrière implantée sur la commune de JEANMENIL (88700). L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRASSEMENT 88
- 88700 JEANMENIL
- Code AIOT dans GUN : 0006204099
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Carrière

La carrière de JEANMENIL est une carrière communale. Son arrêté préfectoral d'autorisation est échu depuis le 06 avril 2022. La commune souhaite solliciter une prolongation de l'autorisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur l'avancement des travaux d'exploitation de la carrière et sur la demande de prolongation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/04/2007, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2007, article 5.5.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
changement d'exploitant	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.181-47	/	Sans objet
validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2007, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière n'étant pas remise en état, il convient de transmettre un acte de cautionnement à jour dans les plus bref délais.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 181-47
Thème(s) : Autre, Changement exploitant
Prescription contrôlée : <p>I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>
Constats : La commune de Jeanménil a transmis par courrier du 03 mai 2022 la demande de changement d'exploitant. Cette demande sera instruite prochainement et pourra faire l'objet d'une demande de complément.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Validité de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2007, article 1 ^{er}
Thème(s) : Autre, validité de l'arrêté préfectoral
Prescription contrôlée : <p>L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans qui inclut la remise en état.</p>
Constats : L'arrêté d'autorisation devient caduc à partir du 06 avril 2022. <p>Le jour de l'inspection, le 05 avril 2022, il n'a pas été constaté d'exploitation de la carrière et celle-ci n'est pas remise en état.</p> <p>Par courrier du 03 mai 2022, la commune de Jeanménil a transmis une demande de prolongation de l'autorisation. Cette demande sera instruite prochainement et fera l'objet d'une demande de complément.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2007, article 8
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état est fixé à : <ul style="list-style-type: none">- 48 502 € pour la phase 1 ;- 53 450 € pour la phase 2 ;- 88 146 € pour la phase 3. L'exploitant adressera au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance.
Constats : L'acte de cautionnement transmis à l'inspection des installations classées est valable du 13 avril 2009 au 12 avril 2019. il est par conséquent caduc. De plus, il est à noter que la carrière n'est pas remise en état. Le service de l'inspection propose de mettre la commune de Jeanménil en demeure de transmettre à Monsieur le Préfet des Vosges l'acte de cautionnement de la carrière actualisé sous un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect des prescriptions

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2007, article 5.5.1
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi. Sur ce plan seront reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- la position des fronts de taille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état. Ce plan est mis à jour une fois par an.
Constats : Le dernier plan transmis date de 2017. Le front d'exploitation évolue peu d'une année sur l'autre, limitant la pertinence de la mise à jour annuelle du plan d'exploitation. Néanmoins, le service de l'inspection des installations classées demande la mise à jour du plan d'exploitation sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet